

Scandale : les familles d'accueil obligées de prendre des migrants ?

écrit par Christine Tasin | 22 septembre 2016



Illustration : la publicité du Conseil départemental des Bouches du Rhône confirme que, effectivement, la France n'est plus un pays de race blanche...

Nous avons reçu le témoignage ci-dessous qui nous interpelle :

Certains membres de ma famille sont agréés famille d'accueil. Ils ont donc vocation à accueillir, pour des périodes allant de quelques jours à plusieurs années, des enfants en difficulté dans leur famille. Sauf que, depuis cet été (juillet), les familles se voient attribuer d'office des migrants.

J'ai eu l'occasion d'en côtoyer un pendant quelques jours. Si il est mineur, je suis la reine d'Angleterre.

Et impossible de refuser. En cas de refus, le conseil départemental menace de retirer les agréments, donc de mettre les travailleurs sociaux au chômage. Si ce n'est pas du social ça ! Et les enfants me direz-vous ? Et bien nous sommes tous ravis de constater qu'il n'y a plus, dans ce pays, d'enfants en difficulté puisque dès lors les places sont prises par nos

chers migrants.

Information probablement invérifiable par les circuits officiels qui nieront, mais je l'ai vu par moi-même et, selon mes sources, des familles d'accueil de certains départements touchés commenceraient à chercher un moyen d'action, mais comme c'est le chantage à l'emploi, difficile de mobiliser....

Merci aux familles d'accueil, à leurs proches qui ont vécu, qui vivent des épisodes semblables de nous contacter contact@resistancerepublicaine.fr (anonymat garanti). Nous aimerions savoir s'il s'agit d'une pratique courante ou exceptionnelle, si elle touche tout le territoire (les services de l'Etat étant intervenus pour généraliser la pratique) ou seulement certains départements grâce au zèle du Conseil départemental correspondant.